

## La voix de l'Opposition de gauche

Après l'adoption du budget de l'UE, les grandes manoeuvres ont commencé.  
Le numéro d'illusionnisme du Parlement européen.

**10.02.2013**

- Budget européen: la bataille ne fait que commencer - L'Expansion.com avec AFP 09.02

Le Parlement européen refuse le budget en l'état nous dit-on.

Qu'en est-il en réalité ? Pourquoi le refuse-t-il ? Qu'est-ce qu'il refuse ? Dans quel sens au juste ?  
Les réponses.

A en croire les premiers articles de presse publiés à la suite de cet "*accord*" entre les chefs d'Etat des 27 pays de l'UE, il y aurait une fronde de plusieurs groupes parlementaires au Parlement européen qui doit se prononcer sur ce budget européen pluriannuel 2014-2020. Depuis on en sait un peu plus, voyons de quoi il retourne vraiment.

- Mais les chefs des quatre principaux groupes politiques du Parlement européen ont annoncé qu'ils refuseraient d'accepter "*en l'état*" le budget pluriannuel européen qui, selon eux, "*ne renforcera pas la compétitivité de l'économie européenne*".

(D'entrée de jeu on comprend en quoi consiste leur "*refus*", précisons pour fixer le cadre que ces "*opposant*" ont tous voté tous les traités européens depuis Maastricht, traités qui avaient justement pour objet renforcer "*la compétitivité de l'économie européenne*" en s'attaquant à tous les acquis ou droits sociaux des travailleurs en Europe, ils estiment donc que si la compétitivité de l'économie européenne, en réalité celle des entreprises et des banques n'a pas atteint cet objectif, c'est parce que les gouvernements n'ont pas appliqué à la lettre cette politique réactionnaire et qu'il leur reste encore du boulot à faire, les incitant à s'y mettre sans plus tarder. Evidemment, vous ne trouverez pas telle quelle cette explication, c'est ce qui ressort de leur discours - Ndlr)

- "*Cet accord ne renforcera pas la compétitivité de l'économie européenne. Au contraire, il ne fera que l'affaiblir. Ce n'est pas dans l'intérêt des citoyens européens*", ont estimé dans un communiqué commun Joseph Daul (PPE, conservateurs), Hannes Swoboda (socialistes), Guy Verhofstadt (Libéraux), Rebecca Harms et Daniel Cohn-Bendit (Verts). "Le Parlement européen ne peut accepter en l'état l'accord trouvé aujourd'hui au Conseil européen.

(Bien entendu, il faut présenter l'affaire au nom des "*intérêts des citoyens européens*" que l'UE n'a eu de cesse de broyer depuis qu'elle existe. - Ndlr)

- "*Nous regrettons que M. Van Rompuy, le président du Conseil européen, n'ait pas parlé, ni négocié avec nous au cours des derniers mois*", ont indiqué les parlementaires. Les chefs d'Etat et de gouvernement européens se sont mis d'accord vendredi, à l'issue d'un sommet marathon, sur un budget d'austérité pour les sept prochaines années, en baisse pour la première fois dans l'histoire de l'Union européenne. "*C'est maintenant que les véritables négociations vont commencer, avec le Parlement européen*", ont prévenu les parlementaires. "*Nous maintiendrons les priorités que nous avons clairement indiquées à plusieurs reprises*", ont-ils insisté.

(En réalité, ils regrettent de ne pas avoir mis la main à la pâte en collaborateurs zélés de l'oligarchie financière qu'ils sont. Cela se comprend, à 27 ils ont eu toutes les peines du monde à parvenir à un accord boiteux, alors imaginez un peu ce qu'il en aurait été avec quelque 700 députés représentant chacun les intérêts corporatistes des couches qu'ils représentent. Tout cela n'est qu'un numéro d'illusionnisme pour masquer les contradictions auxquelles ils doivent faire face, entre leur subordination total au capital et les intérêts de leurs électeurs qui n'y trouveront pas leur compte, il leur faut mettre en scène cette mascarade pour qu'une fois broyés leurs intérêts ils n'apparaissent pas comme leurs réels fossoyeurs, ils auront fait de leur mieux dans une situation difficile qui ne relève pas de leur compétence et le tour est joué. - Ndlr)

- Selon les chefs des quatre principaux groupes du Parlement européen, le budget adopté par les dirigeants des 27 va mener "*à un déficit structurel*". Ils ont souhaité une révision de ce budget d'ici deux ou trois ans en expliquant qu'ils ne pouvaient accepter "*un budget d'austérité pour sept ans*" et appelé à la mise en place de véritables nouvelles ressources propres pour le budget européen qui viendraient progressivement remplacer le système actuel fondé sur les contributions nationales. Le Parlement européen se prononcera sur le budget lors de sa session plénière en juillet. Sans l'accord du Parlement, le budget ne pourra pas entrer en vigueur.

(Pas de souci à se faire de côté-là, il l'adoptera et se partageront les rôles de la même manière que les partis et les syndicats le font dans leur pays respectif, ils ont acquis une solide expérience en la matière, on peut leur faire confiance sur ce point. Quant aux nouvelles ressources qu'ils réclament, ce pourrait être un impôt européen qui ne se substituerait pas forcément à la contribution des Etats, cela c'est ce qu'ils prétendent, mais qui s'y ajouterait, un impôt supplémentaire que les travailleurs paieraient en échange de l'engagement de l'UE à soutenir toutes les guerres préméditées ou engagées par l'impérialisme américain par exemple. Après la bonne volonté qu'a manifesté Hollande en portant la guerre au Mali, ils n'ont pas trop exigé de la France lors de ces négociations de marchands de tapis, car en réalité cette guerre ne va pas servir exclusivement les intérêts des multinationales françaises... Il faut penser la politique et les mesures qu'ils sont amenés à prendre à l'échelle mondiale sinon on peut commettre des erreurs d'appréciation ou ne rien comprendre.

Et puis, quand on voit que dans ces "*opposants*" au budget européen figure le très réactionnaire Daniel Cohn-Bendit, suppôt déclaré et zélé d'une Europe fédérale, qui exige que les Etats abandonnent leur souveraineté, on aura compris qu'en rejetant "*un budget d'austérité pour sept ans*", en réalité ils en réclament un encore plus sévère pour les décennies à venir. Maintenant il est certain qu'ils peuvent avoir conscience que cela ne fera qu'alimenter la crise du capitalisme et celle de l'UE, mais ont-ils vraiment le choix, existe-il pour eux une autre alternative, chacun de nous sait bien que non. Ou alors il faudrait qu'ils rompent avec l'impérialisme américain et son oligarchie financière qui mène cette danse infernale, vous avouerez que c'est une question grotesque, que c'est totalement impossible. - Ndlr)